

Laurent Jalabert (dir.), *Gaullistes dans l'Ouest atlantique dans les élections législatives de 1958 à 1981*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

François Audigier

Suivant l'exemple des politologues qui ont exploré en pionniers l'ancrage territorial privilégié d'un courant politique, les historiens s'intéressent de plus en plus au phénomène du bastion militant et électoral. Organisé en septembre 2009 par l'université de Poitiers, le colloque sur les « fiefs, bastions, terres de missions et déserts électoraux de la Révolution à nos jours » l'a démontré. Cette perspective se nourrit aussi du nouveau jeu d'échelle des historiens des forces politiques, qui dans une démarche multiscalaire, inscrivent désormais leurs études entre national, régional et local. L'histoire du gaullisme en a particulièrement profité, qui a su ainsi interroger le lien particulier du RPF à certains espaces comme le Sud-Ouest (Bernard Lachaise, *Le Gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF*, Fédération historique du Sud-Ouest, 1997), l'Ouest parisien (« Gaullisme et gaullistes dans l'Ouest parisien de la Libération à la fin des années cinquante », n° 10, 2001, *Cahiers de la Fondation de Gaulle*) ou l'Est (François Audigier et Frédéric Schwindt, *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, PUR, 2007). Plus récemment, ces études de l'implantation régionale du gaullisme ont porté sur les débuts de la V^e République (citons l'article d'Éric Chiaradia, « Les parlementaires gaullistes en Midi-Pyrénées, 1958-1978 », dans un numéro de *Parlements* en 2009 ou la journée d'étude sur les parlementaires gaullistes du grand Nord-Ouest (1958-1981) organisée par David Bellamy à Amiens en 2011). C'est dans le cadre de ce renouvellement historiographique que se situe cet ouvrage dirigé par Laurent Jalabert. Il est issu d'une journée d'étude tenue à Nantes le 12 novembre 2009 et a bénéficié du soutien de l'ANR Gaulhore (Gaullisme, hommes et réseaux, 1958-1976) pilotée par Bernard Lachaise. L'étude s'interroge sur les raisons pour lesquelles le gaullisme a trouvé dans l'Ouest atlantique (Aquitaine, Poitou-Charentes, Pays de Loire, Bretagne, Basse et Haute-Normandie) une terre d'élection (le parti gaulliste y obtient de 1958 à 1981 certains de ses meilleurs résultats électoraux, notamment en Vendée). Il se penche aussi sur les modalités de cette implantation forte et durable même si l'après-Gaule s'y révèle difficile, entre greffe pompidolienne imparfaite et dissensions chiraquiennes.

Certes, la cohérence de cet espace peut être discutée et les organisateurs en conviennent avec honnêteté intellectuelle. Si l'Ouest atlantique présente quelques traits communs par son caractère encore très rural, sa forte identité catholique et la

prégnance d'une droite longtemps dominante (entre modérés et démocrates-chrétiens), sa diversité est grande entre d'un côté le Grand Ouest breton et normand et de l'autre la bordure atlantique de l'Aquitaine à la Loire. Les comportements électoraux diffèrent sensiblement des Landes à l'Orne... Mais ce Grand Ouest atlantique n'en conserve pas moins durant la période considérée (1958-1981) et dans son rapport au gaullisme une certaine unité, à commencer par celle que lui apportent des figures gaullistes de premier plan comme Olivier Guichard, Jacques Chaban-Delmas, Jean Foyer, Yvon Bourges, Robert Buron ou Robert Boulin. Au demeurant, l'ouvrage évite le piège de l'éclatement en se focalisant sur les pays de la Loire (même si la Bretagne, la Normandie, le Poitou-Charentes et l'Aquitaine sont évoqués au travers des études respectives de Christian Bougeard, David Bellamy, Éric Kocher-Marboeuf et Bernard Lachaise) et en se concentrant sur un type de scrutin, les élections législatives. Comme le souligne Gilles Richard, trois constats peuvent être dressés au terme de cette focale régionale. Sur le plan de la sociologie électorale du gaullisme, l'Ouest atlantique se distingue par une nette surreprésentation des grands propriétaires fonciers parfois d'origine aristocratique, ayant fréquenté dans l'entre-deux-guerres la Fédération républicaine, voire le PSF, avant de rejoindre le RPF puis l'UNR... ou de revenir *in fine* à leur famille d'origine au sein des Indépendants, à l'image d'un Olivier de Sesmaisons. En termes de transfert de voix, le succès gaulliste s'observe après 1962 et s'opère surtout au détriment du CNIP (à la faveur de la crise algérienne), et plus tardivement et dans une moindre mesure du MRP. Face aux modérés et aux démocrates chrétiens, les gaullistes utilisent comme relais des notables locaux ralliés sous la IV^e République. Mais l'influence gaulliste dans l'Ouest atlantique décline rapidement. Certaines dynamiques structurelles lui sont défavorables (poursuite de l'exode rural, massification de l'enseignement secondaire et ouverture du supérieur aux effets plus nets ici qu'ailleurs, conséquences sociologiques de la troisième révolution industrielle). Elles favorisent en revanche le parti socialiste en conquête dès les élections législatives de 1967 (ce qu'occulte provisoirement l'artificiel sursaut de juin 1968) mais surtout la droite giscardienne. En donnant la parole aux témoins (Michel Rabreau, ancien député suppléant d'Olivier Guichard), en offrant un utile jeu de cartes électorales et de tableaux de résultats (notamment pour la Normandie) qui permet d'apprécier permanences et ruptures, en multipliant les solides monographies départementales sur des espaces parfois négligés (Vendée, Sarthe, Maine-et-Loire, etc.), l'ouvrage complète efficacement les actes récemment publiés (François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent, *Les gaullistes, hommes et réseaux, 1958-1981*, Éditions Nouveau Monde, 2012) du colloque final de l'ANR Gaulhore.